

Sommet mondial de la société de l'information : L'Afrique trouve l'unité à

Dakar

28/11/03

Un tournant décisif est amorcé par les pays africains pour harmoniser leurs positions par rapport à la déclaration de principe et au plan d'action de la première phase du Sommet mondial de la société de l'information (Smsi) de Genève. Un consensus a été trouvé par les 13 délégations présentes à Dakar.

L'Afrique s'est retrouvée hier à Dakar par le biais de ses ministres chargés des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) pour harmoniser les positions africaines relatives à la déclaration de principe et au plan d'action de la première phase du Sommet mondial de la société de l'information (Smsi). Un sommet qui se tiendra à Genève du 10 au 12 du mois de décembre.

En tout cas c'était l'objet de la table ronde d'hier des ministres africains chargés des Nouvelles technologies de l'information et de la communication qui devaient discuter des points d'achoppement entre Africains par rapport à ce sommet, surtout des «questions d'achoppement apparues en dernières minutes», souligne, le ministre de l'Information et de la Coopération panafricaine dans les Ntic, Mamadou Diop Decroix. Ces questions sont entre autres, la gouvernance de l'Internet, les médias, le Fonds de solidarité numérique, les droits de l'Homme, la propriété intellectuelle, les logiciels libres, la sécurité et la diversité culturelle et linguistique.

Mais le grand point d'achoppement, demeure le Fonds de solidarité numérique, qui vise à acheminer les fonds destinés aux technologies de l'information et de la communication en faveur du développement. Selon, Mamadou Diop Decroix, «un consensus se dégage quant aux besoins d'entreprendre une étude approfondie des mécanismes actuels de financement pour prendre en compte les impératifs de la société de l'information avec la création éventuelle d'un Fonds de solidarité numérique en fonction des résultats de cette étude».

La solidarité numérique est définie comme une nouvelle vision fondée sur la reconnaissance de la responsabilité individuelle et collective de la fracture

numérique. Le Smsi est donc un moment de prise de conscience des graves conséquences que peut engendrer la fracture numérique dans le contexte de la mondialisation.

Aujourd'hui, sur 90% des points à discuter lors du sommet pour une société de l'information équitable, un consensus a été trouvé. Sur les 15 délégations attendues à Dakar, 13 ont tenu à marquer de leur présence. Ce qui, selon le ministre, témoigne de l'importance que revêt cette grande rencontre aux yeux du peuple africain.

L'harmonisation des positions africaines avant la prochaine réunion de Genève est importante, d'autant plus que la «fracture est béante entre le Nord et le Sud, mais aussi à l'intérieur même des pays», relève Mamadou Top, président de l'Observatoire sur les systèmes d'information, les réseaux et les inforoutes au Sénégal (Osiris).

Par ailleurs, pour les Etats africains présents à cette table ronde, il y a de quoi s'attendre à une réussite de ce sommet, d'autant que, depuis «le début, (du processus) l'Afrique a été impliquée à la préparation», indique, Mamadou lam Diallo, président du bureau du Groupe africain. La deuxième phase du Smsi se tiendra en Tunisie en 2005, et sera l'occasion d'évaluer les progrès qui auront été réalisés dans la réduction de la fracture numérique.

ABDOULAYE WADE AUX MINISTRES CHARGES DES TIC : « Je demande à l'Afrique de créer le Fonds de solidarité numérique »

En accueillant le président Abdoulaye Wade au nom de ses pairs, M. Mehdi Teale, ministre gabonais de la Communication, des Postes et des Technologies de l'information, a affirmé que le président sénégalais était à la fois « un homme de raison », défendant ses idées avec une « conviction inébranlable », et « un homme d'intuition, une qualité admirable lorsqu'elle émane d'un homme d'Etat ».

Intervenant hier après-midi dans le cadre de la table ronde ministérielle sur le Sommet mondial de la société de l'information (SMSI), Me Wade a amplement défendu ses convictions sur l'Afrique et sur la société de l'information. « La véritable démocratie, a-t-il dit, c'est l'ordinateur » et, a-t-il poursuivi, « l'Afrique ne demande

qu'une chose, c'est d'être à la table [de la société de l'information], comme tout le monde ». Refusant au continent africain « la sous-éducation, la sous-santé » et toutes ces tares qui semblent vouloir l'habiter éternellement, il exhorte les uns et les autres à « combler le gap dans tous les domaines ». Optimiste, Wade l'est résolument. Optimiste parce que, « lorsque l'Afrique n'est pas dépassée au plan des équipements, elle se met au même niveau que les autres », la différence négative ne survenant que lorsque le progrès est conditionné par des équipements qu'elle n'a pas. Et, assurément, les Nouvelles technologies en sont une illustration. Optimiste, Wade l'est aussi parce que, après tout, c'est bien le continent africain qui a « offert l'écriture à l'humanité ». Est-il dès lors « envisageable de construire le 21e siècle en oubliant l'Afrique ? » Sur la réticence affichée par les pays du Nord à soutenir l'idée de solidarité numérique, le chef de l'Etat et coordonnateur du volet TIC du NEPAD a estimé que « l'humanité doit être guidée par une morale de l'humain [et que] la solidarité numérique participe de cette morale ». Aux ministres et aux experts réunis, il a clairement dit: « Au nom de mes pairs africains, je vous demande de créer le Fonds de solidarité numérique ». Presque une injonction, mais basée sur des idées lucides qui ont fait le constat que « la proposition de l'Afrique » (ainsi la présente Me Abdoulaye Wade) est non seulement soutenue par l'ensemble des pays africains (« cela me réconforte de savoir que l'Afrique parle d'une seule voix »), mais aussi par le Groupe des pays d'Amérique latine, les pays arabes, l'Inde, la Chine, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Organisation de la conférence islamique, les Non-alignés. Et même « la diaspora sera au rendez-vous », a estimé Me Wade. Toutefois, le coordonnateur du volet TIC du NEPAD ne ferme pas la porte au dialogue et au compromis pour le Sommet mondial de la société de l'information ; il veut simplement faire savoir que « la notion de solidarité numérique doit être universellement acceptée » et qu'il ne faut « pas faire de concession sur le concept ». Le dialogue et le compromis ne sont pas évacués pour autant: au cas où les pays du Nord persisteraient dans leur refus du Fonds de solidarité numérique, « que le SMSI prenne acte de la volonté de certains pays à [le] créer sur la base de leur volontariat ». Quitte à d'autres pays, à l'Europe, aux Etats-Unis, etc., de le rejoindre plus tard s'ils en manifestent l'intérêt. Les ministres et les délégués ont bien compris les convictions du coordonnateur TIC du NEPAD.

Une position commune pour le SMSI

C'est à 10 heures, hier, qu'a débuté, à l'hôtel Méridien-Président, sous la présidence de M. Mamadou Diop Decroix, la table ronde des ministres africains ayant en charge les Nouvelles technologies, dans le cadre de la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI, Genève, 10-12 décembre 2003). Deux exposés ont servi de base de travail aux ministres et experts. M. Amadou Top, président d'OSIRIS, s'est appesanti sur « l'état de la négociation sur le SMSI », faisant la genèse du processus global du Sommet, depuis la première proposition formulée en 1998 par la Tunisie à Minneapolis, dans le cadre de l'UIT, jusqu'à l'orée de la première phase qui aura lieu dans moins de deux semaines. « Pour la première fois dans l'histoire des Nations Unies, a estimé M. Top, une conférence est organisée avec une participation tripartite » (gouvernements, secteur privé, société civile), constatant ainsi que les « difficultés » rencontrées par les négociateurs tout au long du processus viennent en fait de ce que « personne n'a d'expérience de ce type d'organisation ». L'exposé de M. Top a aussi fait un état des lieux des « points de divergences », divergences surtout entre les positions du Nord et celles du Sud et sur lesquelles les débats devaient arrêter une position africaine commune. L'intervention du président du Bureau Bamako 2002, le Malien Mamadou Diallo (« l'Afrique et le SMSI »), a détaillé les démarches africaines, depuis la conférence de Bamako, en 2002, jusqu'aux participations aux PrepComs 2 et 3, en passant par la réunion de Bamako (mai 2003), celles de Paris, de Tunis (septembre 2003), ainsi que leur lot de propositions. Les débats ont ensuite permis de recueillir les avis des uns et des autres. Sur la gouvernance de l'Internet, les médias, le fonds de solidarité numérique, les droits de l'homme, la propriété intellectuelle, les logiciels libres, la diversité culturelle et linguistique et la sécurité. Des consensus se sont construits autour de textes issus des échanges sur des enjeux aussi importants « de la résolution [desquels] va se dégager la société de l'information fondamentale pour l'avenir de notre société », a rappelé l'un des ministres participants. D'où l'intérêt de cette réunion d'un jour, intérêt affirmé aussi par le président Abdoulaye Wade, venu à 16 heures apporter son message, sa foi et ses convictions (voir l'article « Je demande à l'Afrique de créer le Fonds de solidarité numérique »). Même s'il y a eu finalement peu de ministres africains présents à la réunion de Dakar, eu égard au

nombre de pays que compte le continent, la réunion de Dakar aura finalement été un jalon nécessaire dans la préparation de l'Afrique au sommet de Genève où nos Etats, assurément, semblent décidés à se présenter unis et soudés.

SOMMET MONDIAL DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION

Me Wade plaide pour la solidarité numérique

La table ronde ministérielle africaine sur le Sommet mondial de la société de l'information, réunissant les ministres africains en charge de l'information et des Nouvelles technologies de l'information et de la communication, s'est tenue hier à Dakar. Cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information, prévu en décembre à Genève, s'est déroulée en présence du président Abdoulaye Wade qui a fait un long plaidoyer en faveur de la notion de solidarité numérique.

Le président de la République, coordonnateur du " *Volet nouvelles technologies* " du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) a vivement plaidé pour la mise en place d'un fonds de solidarité numérique afin de combler le gap numérique qui existe entre le Nord et le Sud.

Me Wade qui s'exprimait devant les ministres africains en charge de l'information et des nouvelles technologies de l'information et de la communication a appelé ces derniers à défendre les positions de l'Afrique pour la création et l'alimentation du fonds de solidarité numérique qui peut être une solution et une chance pour le continent noir pour rattraper son retard sur l'Europe et l'Amérique du Nord.

La conviction de Me Wade est que comme dans bien d'autres domaines, le continent africain accuse un grand retard et la fracture numérique doit être comblée, avec la mise en place du fonds de solidarité numérique. Le Chef de l'État a convoqué le Coran et la Bible pour étayer son argumentaire, tout en saluant l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations-unies, d'organiser un sommet mondial sur la société de l'information, dont la préparation fait l'objet de la rencontre des ministres africains à Dakar.

Ainsi, parlant de la fracture numérique, le président de la République a laissé entendre que " *le verbe et la parole sont la communication* ", qui régent le monde actuellement. Me Wade a instamment invité les ministres africains à mettre le paquet sur les travaux engagés à Dakar pour que le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication serve d'exemple à d'autres spécialistes dans le cadre du Nepad et que les travaux soient largement diffusés.

Le coordonnateur du " *Volet nouvelles technologies du Nepad* " ne s'est pas privé d'une véritable plaidoirie pour la promotion de la notion de solidarité numérique, une idée qui n'agrée pas tout le monde dans les pays du Nord. " *Il n'est pas normal qu'une partie de la planète soit privée de communication. Il n'est pas envisageable que l'Afrique qui a inventé l'écriture soit laissée en rade par la société de l'information* " a indiqué Me Wade qui a dit toute sa satisfaction de " *constater l'engouement suscité par la notion de solidarité numérique en Amérique, en Asie et dans d'autres régions du monde* ", tout en regrettant la réaction quelque peu hostile de l'Europe vis-à-vis de cette notion de solidarité numérique.

" *La notion de solidarité numérique doit être universellement acceptée. Nous ne pouvons pas faire de concession. Nous appelons la communauté internationale la solidarité numérique. Et, même si l'Europe ne pas nous aider, nous pouvons créer ce fonds de solidarité numérique* ", a ajouté Me Wade qui a intimé l'ordre aux ministres africains de défendre cette position qui est aussi celle de l'Afrique, devant le Sommet de la société mondiale de l'information, prévu à Genève en décembre prochain.

Pour le Chef de l'État, il n'y a qu'un compromis possible. " *Le sommet mondial de la société de l'information peut donner acte de la création de ce fonds de solidarité numérique au moins pour permettre à ceux qui le désirent de contribuer volontairement* ".

AFRIQUE-TECHNOLOGIES-FONDS

Le président Wade plaide pour la création d'un fonds de solidarité numérique

Dakar, 28 nov (APS) – Le Chef de l'Etat, Me Abdoulaye Wade a fait un vibrant plaidoyer en faveur de la création d'un fonds de solidarité numérique destiné à aider les pays du Tiers-Monde à combler le gap de la fracture numérique qui existe entre eux et les pays développés. " *En face de la proposition européenne, je voudrai un fonds de solidarité numérique. Nous ne pouvons pas faire de concession sur ce concept* ", a notamment martelé le président de la République qui ouvrait vendredi à Dakar la table ronde des ministres africains en charge des

nouvelles technologies de l'information destinée à préparer le Sommet mondial de la Société de l'information (SMSI), prévu le 10 décembre à Genève.

Après avoir rappelé que l'Afrique "n'est pas pauvre, mais appauvrie par trois siècles d'esclavage et deux siècles de colonialisme", Me Wade a affirmé : "nous ne pouvons appeler qu'à la solidarité et au partenariat" avec les pays occidentaux.

Pour lui, il est "dans leur (NDLR : les Occidentaux) intérêt de nous aider car l'Afrique doit être un partenaire".

"A partir de là, il se pose la question des mécanismes de réalisation", a encore dit le chef de l'Etat plaidant en faveur de la création du fonds de solidarité numérique "sur la base des contributions volontaires".

"Nous dirons aux autres si vous ne voulez pas mettre de l'argent vous êtes libres mais ne nous empêchez pas nous, les Arabes, l'Asie, l'Amérique Latine, de créer un fonds de solidarité numérique pour les pays du tiers monde", a-t-il expliqué avant d'ajouter : "s'ils ne veulent pas, nous créerons notre fonds" en collaboration avec les autres pays du tiers monde.

Il rappelle, à cet égard, avoir déjà proposé l'instauration de la notion de la solidarité numérique. "C'est une question morale. Il s'agit de proposer une direction pour la solution de la fracture numérique", a-t-il dit soulignant la nécessité "de mobiliser toutes nos forces disponibles dans cette direction".

Il s'agit, aux yeux du chef de l'Etat, "de proposer une solution sans préjudice pour quelque groupe que ce soit". "J'ai déjà exposé sur la charte et le fonds de la solidarité numérique. Je suis persuadé que ces notions seront dans vos préoccupations", a lancé Me Wade en direction des ministres à qui il demandé de défendre cette proposition qui est celle de l'Afrique.

Selon lui, l'Amérique du Sud, le Monde arabe, l'Asie, les Non alignés et l'Organisation de la Conférence islamique ont fait leur cette proposition. "Même les Etats-Unis en tant que pays ne sont pas contre l'instauration de cette notion de solidarité numérique", a ajouté Me Wade.

Le Chef de l'Etat a insisté de manière générale sur la nécessité de combler les gaps dans tous les domaines (agriculture, sports, industrie, etc.). "Nous constatons que dans certains domaines où nous ne sommes pas battus par les équipements nous arrivons à combler le gap", a-t-il dit, expliquant qu'"il s'agit notamment dans le domaine des sports, du scrabble", etc.

La table ronde de Dakar vise à harmoniser les positions africaines relatives à la déclaration de principe et au plan d'actions de la première phase du SMSI de Genève.

Elle permet de présenter le bilan de la préparation africaine, de discuter des points de divergence de la phase 1 du SMSI et de plancher sur l'initiative du Sénégal pour la mise en place d'un fonds de solidarité numérique proposé par le président Wade et destiné à réduire la fracture numérique.

Les questions restant à résoudre sont notamment liées à la sécurité et au financement des TIC en faveur du développement (pacte et fonds de solidarité numérique, rôle des media et les questions de droits de l'homme).

Réunion à Dakar sur l'accès de l'Afrique à la société de l'information

(AFP 29/11/2003)

DAKAR, 28 nov (AFP) - 17h42 - Les ministres d'une dizaine de pays africains ont revendiqué vendredi à Dakar leur droit à un libre accès aux Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), a constaté l'AFP.

A quelques jours du sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), qui se tiendra du 10 au 12 décembre prochain à Genève, les pays africains ont souhaité

harmoniser leurs positions afin de se présenter "en front uni" à la conférence helvétique.

"Les pays du Nord verrouillent l'accès à l'information pour ne pas être concurrencés", a déploré Mehdi Teale, ministre de la Communication, des postes et des Nouvelles technologies du Gabon.

"Si l'on ne nous permet pas d'accéder à cette société d'information, on n'aura pas de connaissance, pas de savoir, ce qui affaiblira l'Afrique et la marginalisera encore davantage", a-t-il ajouté.

Les ministres africains ont ainsi débattu de la création d'un fonds de solidarité numérique, devant permettre à l'Afrique de rattraper son retard sur les pays développés dans les NTIC.

Moins de 2% des échanges mondiaux par internet ont lieu en Afrique, ont constaté les participants à cette "table ronde" de Dakar.

Le ministre sénégalais des Nouvelles technologies Mamadou Diop Decroix a appelé les décideurs occidentaux qui souhaitent aider l'Afrique à "mettre de l'argent dans les NTIC, car cela booste l'ensemble de l'économie".

"S'ils (les décideurs) mettent un fonds de 100 millions de dollars à disposition d'un ou plusieurs pays, l'argent partira dans des routes ou des dispensaires", a constaté M. Decroix. "Beaucoup pensent encore que mettre de l'argent dans les NTIC, c'est un peu le perdre", a-t-il déploré.

Durant la réunion de Dakar, les ministres ont également discuté de la gouvernance internet, de la question des droits de l'Homme liée aux nouvelles technologies, ou encore de la préservation de la propriété intellectuelle.

"Construire la société d'information est un nouveau challenge", s'est réjouie Lyndall Shope-Mafole, représentant la Commission sud-africaine sur l'information, la société et le développement.

"Quand la déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée, le droit de communiquer, ou encore le droit au développement n'existaient pas. Avec les NTIC, tous ces nouveaux droits doivent être identifiés", a-t-elle déclaré à l'AFP.

Durant la réunion de Dakar, plusieurs voix ont pourtant appelé à restreindre ces droits pour des raisons de sécurité, afin de fermer une porte au terrorisme.

"Il est très difficile de savoir comment le débat sur les droits de l'Homme va s'orienter", car la question est politique, a déclaré Mme Shope-Mafole. Pour elle, "l'important est que tous les pays parviennent à un accord".